

## COMPENDIUM HISTORICUM I.

## DE SCHISMATE ANNI 1791.

Ex via discussionis, a novatoribus decimi sexti sæculi admissa, infinita numero scaturierunt sectæ et opiniones diversæ, præsertim in Anglia. Præcipuas jam nominavimus sectas quæ in sinu *Lutheranismi* et *Calvinismi*, aliæ post alias, exortæ sunt. Unusquisque suum voluit excogitare systema et particularem suam habere religionem. Tot disputationibus nimis defatigata ratio et cupiditatibus obæcata, vehementi correpta est odio contra omnes religiones positivas; eas sibi præsentavit ut æqualiter falsas; contra eas ardentem insurrexit, omnem suggillavit revelationem. Hinc perniciose nota est deistarum, etiam atheorum doctrina quæ ab Anglia et Batavia in Galliam cæpit introduci paulo post initium decimi octavi sæculi. Eam præcipue defendit et omni genere librorum apud nos propagavit Franciscus Maria *Arouet*, dictus postea *Voltaire*, anno 1694 natus, et anno 1787 mortuus: fere uno integro vixit sæculo, et totus semper fuit ut omnem religionem revelatam subverteret.

Famosissimus vir ille multos alios sibi adunxit viros, qui perpetuo et infatigabili zelo nihil non tentaverunt ut principia incredulitatis omnibus insinuarent ac persuaderent; innumera ediderunt volumina in omni genere et forma. Nomine *philosophorum* decorati, universis artibus et scientiis abusi sunt, ut cunctas ideas huc usque receptas obtenebrarent et omnium corda depravarent. Auctoritatem ecclesiasticam et civilem in multis reprehendentes et continuis diatribis lacerantes, in quemdam contemptum adduxerunt. Veteres quæque institutiones deprimebantur, et tota philosophorum schola semper et undique reformationem, seti potius radicalem regenerationem, ut aiebat, describebat, commendabat, exoptabat et petebat. Multi, præsertim in ordine plebeio, his imbuti erant principiis, et numerus eorum magis ac magis quotidie crescebat; mentes circumquaque ardenti innovationis desiderio laborabant.

Ex altera parte, numerosior Jansenianorum et Quesnellistarum secta, quæ tanta pertinacia, versutia et subtilitate utrique potestati a tot annis resistebat, gravissimum intulerat ei nocementum.

Anno 1788, Ludovicus XVI, consilio ministri sui *Necker*, cedens, generalia totius regni comitia pro anno sequenti convocavit; multi ex iis qui in variis provinciis fuerunt electi, novis opinionibus vel Jansenianorum erroribus erant infecti, Prima comitiorum sessio, cui rex ipse præfuit, locum habuit die 5 maii 1789. Legati plebis (*les députés du tiers-état*) statim petierunt ut, contra morem consuetum, tres ordines unum tantum efficere conventionem, qui per capita et ad majo-

ritatem numericam opinaretur. Hanc concessionem, non tamen sine difficultate, obtinuerunt; ea semel obtenta, novitatis et reformationis amatores in majori semper fuerunt numero, et sic postea fecerunt quidquid voluerunt.

Die 2 novembris ejusdem anni, dictus conventus hanc decrevit propositionem: *Les biens du clergé seront mis à la disposition de la nation.* 13 februarii 1790, omnes monasticos ordines utriusque sexus suppressit, et vota religiosa abolevit. Die 12 julii ejusdem anni 1790 decrevit Constitutionem civilem cleri. In illa constitutione hæc inter alia erant statuta.

TITRE I<sup>er</sup>.

» *Art. 1<sup>er</sup>.* Chaque département formera un seul diocèse, et chaque diocèse aura la même étendue et les mêmes limites que le département.

» *Art. 2.* Les sièges des évêques des quatre-vingt-trois départements du royaume seront fixés, savoir, etc.

» Tous les évêchés existants dans les quatre-vingt-trois départements du royaume et qui ne sont pas nommément compris au présent article sont et demeurent supprimés.

» Le royaume sera divisé en dix arrondissements métropolitains, dont les sièges seront, etc.

» *Art. 4.* Il est défendu à toute église ou paroisse de France, et à tout citoyen français, de reconnaître, en aucun cas, sous quelque prétexte que ce soit, l'autorité d'un évêque ordinaire ou métropolitain dont le siège serait établi sous la domination d'une puissance étrangère, ni celle de ses délégués, résidants en France ou ailleurs...

» *Art. 7.* L'église cathédrale de chaque diocèse sera ramenée à son état primitif d'être en même temps église paroissiale et église épiscopale, par la suppression des paroisses, et le démembrement des habitations qu'il sera convenable d'y réunir.

» *Art. 8.* La paroisse épiscopale n'aura pas d'autre pasteur immédiat que l'évêque; tous les prêtres qui y seront établis seront les vicaires et en feront les fonctions.

» *Art. 9.* Il y aura seize vicaires de l'église cathédrale dans les villes qui comprendront plus de 10,000 âmes, et douze seulement dans celles où la population sera au-dessous de 10,000 âmes.

» *Art. 10.* Il sera conservé ou établi dans chaque diocèse un seul séminaire pour la préparation aux ordres.

» *Art. 12.* Pour la conduite et l'instruction des jeunes élèves dans les séminaires, il y aura un vicaire supérieur, et trois vicaires directeurs, subordonnés à l'évêque....

» *Art. 14.* Les vicaires des églises cathédrales, les vicaires supérieurs et directeurs du séminaire formeront ensemble le conseil habituel et permanent de l'évêque, qui ne pourra faire aucun acte de juridic-

» tion, en ce qui concerne le gouvernement du diocèse et du séminaire,  
 » qu'après en avoir délibéré avec eux. Pourra néanmoins l'évêque,  
 » dans le cours de ses visites, rendre scul telles ordonnances provisoires  
 » qu'il appartiendra.

» *Art. 15.* Dans toutes les villes et bourgs qui ne comprennent pas  
 » plus de 6,000 âmes, il n'y aura qu'une seule paroisse; les autres  
 » paroisses seront supprimées.

» *Art. 20.* Tous titres et offices, autres que ceux mentionnés en la  
 » présente constitution, les dignités, canonicats, prébendes, demi-  
 » prébendes, chapelles, chapelannies, tant des églises cathédrales que  
 » des églises collégiales, et tous chapitres réguliers et séculiers, de l'un  
 » et de l'autre sexe, les abbayes et prieurés en règle ou en commende  
 » aussi de l'un et de l'autre sexe, et tous autres bénéfices et prestimo-  
 » nies généralement quelconques, de quelque nature et sous quelque  
 » dénomination que ce soit, sont, à compter du jour de la publication  
 » du présent décret, éteints et supprimés, sans qu'il puisse jamais en  
 » être établi de semblables.

## TITRE II.

» *Art. 1.* A compter du jour de la publication du présent décret,  
 » on ne connaîtra qu'une seule manière de pourvoir aux évêchés et  
 » aux cures; c'est à savoir, la forme des élections.

» *Art. 2.* Toutes les élections se feront par la voie du scrutin, et à  
 » la pluralité absolue des voix.

» *Art. 3.* L'élection des évêques se fera dans la forme prescrite, et  
 » par le corps électoral, indiquée dans le décret du 22 décembre 1789  
 » pour la nomination des membres de l'Assemblée du département....

» *Art. 7.* Pour être éligible à un évêché, il sera nécessaire d'avoir  
 » rempli au moins pendant quinze ans les fonctions du ministère ec-  
 » clésiastique dans le diocèse en qualité de curé, de desservant ou de  
 » vicaire, de vicaire supérieur ou vicaire directeur du séminaire....

» *Art. 14.* La proclamation de l'élu se fera par le président de  
 » l'Assemblée électorale, dans l'église où l'élection aura été faite....

» *Art. 16.* Au plus tard dans le mois qui suivra son élection, celui  
 » qui aura été élu à un évêché se présentera en personne à son évêque  
 » métropolitain, et s'il est élu pour le siège de la métropole, au plus  
 » ancien évêque de l'arrondissement, avec le procès-verbal d'élection  
 » et de proclamation, et le suppliera de lui accorder la confirmation  
 » canonique.

» *Art. 18.* L'évêque à qui la confirmation est demandée ne pourra  
 » exiger de l'élu d'autre serment, sinon qu'il fait profession de la reli-  
 » gion catholique, apostolique et romaine.

» *Art. 19.* Le nouvel évêque ne pourra s'adresser au pape pour en  
 » obtenir aucune confirmation, mais il lui écrira comme au chef visi-  
 » ble de l'Église universelle, en témoignage de l'unité de foi, et de la  
 » communion qu'il entretient avec lui.

» *Art. 20.* La consécration de l'évêque ne pourra se faire que dans  
 » son église cathédrale....

» *Art. 21.* Avant que la cérémonie de la consécration commence,  
 » l'élu prêtera, en présence des officiers municipaux, du peuple et du  
 » clergé, le serment de veiller avec soin sur les fidèles du diocèse qui  
 » lui est confié, d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, et de main-  
 » tenir de tout son pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée  
 » nationale et acceptée par le roi.

» *Art. 22.* L'évêque aura la liberté de choisir les vicaires de son  
 » église cathédrale dans tout le clergé de son diocèse, à la charge par  
 » lui de ne pouvoir nommer que des prêtres qui auront exercé des  
 » fonctions ecclésiastiques au moins pendant dix ans; il ne pourra les  
 » destituer que de l'avis de son conseil, et par une délibération qui  
 » aura été prise à la pluralité des voix, en connaissance de cause.

» *Art. 23.* Les curés actuellement établis en aucune église cathé-  
 » drale, ainsi que ceux des paroisses qui seront supprimées pour être  
 » réunies à la cathédrale et en former le territoire, seront de plein  
 » droit, s'ils le demandent, les premiers vicaires de l'évêque, chacun  
 » suivant l'ordre de leur ancienneté dans les fonctions pastorales.

» *Art. 24.* Les vicaires supérieurs et vicaires directeurs du sémi-  
 » naire seront nommés par l'évêque et son conseil, et ne pourront être  
 » destitués que de la même manière que les vicaires de l'église cathé-  
 » drale.

» *Art. 25.* L'élection des curés se fera dans la forme prescrite, et  
 » par les électeurs indiqués dans le décret du 22 décembre 1789 pour  
 » la nomination des membres de l'Assemblée administrative du district.

» *Art. 31.* Pour être éligible à une cure, il sera nécessaire d'avoir  
 » rempli les fonctions de vicaire dans une paroisse, ou dans un hôpital  
 » et autre maison de charité du diocèse, au moins pendant cinq ans.

» *Art. 35.* Celui qui aura été proclamé élu à une cure, se présen-  
 » tera en personne à l'évêque avec le procès-verbal de son élection et  
 » proclamation, à l'effet d'obtenir de lui l'institution canonique.

» *Art. 36.* L'évêque aura la faculté d'examiner l'élu, en présence de  
 » son conseil, sur sa doctrine et ses mœurs: s'il le juge capable, il lui  
 » donnera l'institution canonique: s'il croit devoir la lui refuser, les  
 » causes du refus seront données par écrit, signées de l'évêque et de  
 » son conseil, sauf aux parties le recours à la puissance civile.

» *Art. 38.* Les curés élus et institués prêteront le même serment que  
 » les évêques, dans leur église, un jour de dimanche, avant la messe  
 » paroissiale, en présence des officiers municipaux du lieu, du peuple  
 » et du clergé: jusque-là ils ne pourront faire aucunes fonctions cu-  
 » riales....

» *Art. 40.* Les évêchés et les cures seront réputés vacants, jusqu'à  
 » ce que les élus aient prêté le serment ci-dessus mentionné.

» *Art. 41.* Pendant la vacance du siège épiscopal, le premier vicaire

» et, à son défaut, le second vicaire de l'église cathédrale remplacera l'évêque tant pour les fonctions curiales que pour les actes de juridiction qui n'exige pas le caractère épiscopal; mais en tout il sera tenu de se conduire par les avis du conseil.

» *Art. 42.* Pendant la vacance d'une cure, l'administration de la paroisse sera confiée au premier vicaire, sauf à y établir un vicaire de plus, si la municipalité le requiert..

» *Art. 43.* Chaque curé aura le droit de choisir ses vicaires; mais il ne pourra fixer son choix que sur des prêtres ordonnés ou admis dans le diocèse par l'évêque.

» *Art. 44.* Aucun curé ne pourra révoquer ses vicaires que pour des causes légitimes, jugées telles par l'évêque et son conseil.

(Tiré du Procès-verbal de l'Assemblée nationale de 1790, t. 24.)  
Cum ipse textus prædictæ Constitutionis difficile nunc inveniatur, præcipuos ejus articulos de verbo ad verbum referendos duximus, ut unusquisque eos legere queat: sola inspectione clare percipitur illam multis et gravissimis scaturire vitis.

1° Conventus nationalis, propria auctoritate, absque recurso ad potestatem ecclesiasticam, omnes veteres dioceses, saltem aliquo modo, mutat aut reformat: multas destruit, novas erigit; has minuit, illas auget, etc.

2° Prohibet ne ulla ecclesia vel civis Gallicanus auctoritatem cuiusvis episcopi extranei agnoscat, etc.

3° Novum instituit modum administrandi et regendi ecclesias cathedralas, etiam in spiritualibus. Item pro seminariis.

4° Divinam episcoporum auctoritatem evertit, intra certos limites eam coercendo, et quoddam eis imponendo *Consilium*, sine cujus sententia fere nihil facere possunt.

5° Omnes titulos ecclesiasticos et dignitates, cuncta beneficia et officia in perpetuum tollit.

6° Consuetum modum nominandi et instituendi episcopos abrogans, novam excogitat formam eos eligendi, juxta quam protestantes, Judæi, et quicumque impii homines ad designandum primum pastorem catholicum immediate concurrunt, imo illum nominare possunt; nam fieri potest ut in majori sint numero.

7° Vetat ne deinceps institutio canonica a summo Pontifice accipatur, et statuit ut a solo metropolitano petatur et obtineatur, vel a suffraganeo qui ratione ordinationis est primus.

8° Contra jus canonicum et concilii Tridentini præceptum, sess. 24 de Reform. cap. 16, decernit quod, sede vacante, tota jurisdicção spiritualis penes primum aut secundum vicarium deinceps manere debeat.

9° Novum pariter instituit modum, prorsus inauditum, eligendi parochos eosque constituendi, fere independentes ab episcopo, etc. etc.

Porro manifestum est, ex principiis in tractatu nostro positis et demonstratis, hos articulos totam Ecclesiæ Christi disciplinam ejusque constitutionem turbare, et plurimis in punctis evertere: laici enim, magistratus et ipsi reges nullam habent potestatem circa res spirituales: atqui tamen Conventus nationalis erat cætus laicorum. Aliunde etiam si cætus clericorum, vel etiam episcoporum, generalem Ecclesiæ disciplinam nec licite nec valide mutare potuisset, saltem absque consensu summi Pontificis. Insuper episcopi jure divino perfectam et completam habent jurisdictionem in tota diocesi sua: nullo modo igitur sub absoluta consilii dependentia constitui, nec jure ordinario nominandi ad parochias a quocumque privari possunt.

*Hinc 1°* prædictum Conventus nationalis decretum immerito dictum est *Constitutio civilis cleri*, quasi ad statum ejus temporalem vel civilem duntaxat spectaret.

*Hinc 2°* quicumque vi illius Constitutionis instituti sunt episcopi, parochi, vicarii aut confessores, legitimam missionem non obtinuerunt, nullam habuerunt jurisdictionem, sicque manifeste erant intrusi.

*Hinc 3°* eo ipso quod erant intrusi et omni jurisdictione destituti, varios titulos usurpantes vel ab usurpatoribus accipientes, constituebantur schismatici, quidquid dicerent, nam de facto a legitima auctoritate se separabant, unilatam solvebant, et altare contra altare erigebant.

*Hinc 4°* parochi titulares qui cum novis episcopis communicabant in divinis, et eos agnoscebant ut legitimos, statim fiebant schismatici; non tamen jurisdictione spoliabantur, nec illa unquam fuerunt destituti, quia non fuerunt publice denunciati.

*Hinc 5°* non solum schismatica, sed et hæretica est supradicta *Constitutio civilis cleri*; nam, ut ait Pius VI in brevi ad card. de la Roche-foucault, etc., diei 10 martii 1791: « Inter decreta ipsa, non solum » disciplinaria, sed et alia non pauca in eversionem puri immutabilis » que dogmatis congeruntur. »

Præterea, de fide est 1° jus administrandi res spirituales potestati civili non competere; 2° summum Pontificem potestatem habere jurisdictionis in totam Ecclesiam; 3° episcopos legitima missione seu confirmatione canonica indigere; 4° eos, valide institutos, esse presbyteris superiores, et habere jurisdictionem ab illis independentem, etc., etc.: atqui *Constitutio civilis* hæc omnia subvertit: ergo.

*Hinc 6°* centies potius moriendum erat quam semel præstare juramentum art. 21 et 38 secundi tituli præscriptum; quia, cum esset de re graviter illicita, illius præstatio a peccato mortali excusari non poterat.

Ludovicus XVI hanc cleri Constitutionem valde improbat; et tamen vi circumstantiarum coactus est eam regali sanctione sua munire, eamque promulgavit die 24 augusti 1790.

Cardinalis *de la Rochefoucault*, Rothomagensis archiepiscopus, et 29 alii archiepiscopi aut episcopi, Conventus nationalis membra, clamant et solidam instructionem circa Constitutionem civilem cleri ediderunt, sub hoc titulo: *Exposition des principes sur la Constitution du clergé, par les évêques députés à l'Assemblée nationale*, die 30 octobris 1790. Alii episcopi Gallicani vel extensionem suæ diocesis in Gallia habentes, numero 110, dictæ Expositioni positive adhæserunt: hæc igitur facta est judicium totius Ecclesiæ Gallicanæ.

Die 27 novembris ejusdem anni, Conventus nationalis, opus suum semper prosequens, decrevit omnes episcopos et parochos qui intra octo dies juramentum Constitutione præscriptum non emisissent, statim habendos fore tanquam titulo per voluntariam demissionem privatos.

Omnes viri ecclesiastici qui in Conventu sedebant, juramentum solemniter præstare debebant 4 januarii 1791. Henricus *Grégoire*, parochus *d'Embermesnil*, primus juravit et cum illo 70 circiter alii parochi vel clerici secundi ordinis. Cæteri jurare noluerunt.

In provinciis multo major et sanior pars cleri statutum juramentum præstare fortiter recusavit. Ex 135 episcopis Gallicanis titularibus quatuor tantum juramento se obstrinxerunt, scilicet cardinalis *de Brienne*, archiepiscopus Senonensis; *de Savines*, episcopus Vivariensis; *de Jarante*, episcopus Aurelianensis, et *Talleyrand de Périgord*, episcopus Augustodunensis.

Tunc ubique electi sunt episcopi secundum novam formam Constitutione statutam; primos consecravit episcopus Augustodunensis, die 25 januarii, nempe *Expilly* pro præfectura Finisterræ, et *Marolles* pro præfectura dicta *l'Aisne*; episcopi enim, juxta novam Constitutionem, non per nomen civitatis designabantur, sed per nomen præfecturæ, sicque per mare, montes et flumina. Statim atque novi constituti sunt episcopi, omnes parochi alique sacerdotes qui juramentum præstare noluerant, e parochiis suis respectivis fuerunt expulsi, et sic, per totum Christianissimum regnum, luctuosum consummatum est schisma.

Pius VI, ad quem episcopi *Expositionem* suam *principiorum* miserant, duas edidit longas epistolas in forma brevium, unam diei 10 martii ad 30 episcopos Conventus nationalis, et alteram diei 13 aprilis 1791 ad omnem Galliam clerum et populum. In his epistolis plurima Constitutionis principia discutebat Pontifex; ipsamque Constitutionem pessimam esse, schismaticam et multum erroneam clare ostendebat.

Has epistolas pro non existentibus habuerunt schismatici, sub prætextu quod juxta formam in regno consuetam receptæ et publicatæ non fuissent; quasi condemnationes adversus hæreticos et schismaticos validæ non essent, nisi ab ipsis secundum ordinarias formas acceptarentur.

Die 3 maii episcopi Conventus nationalis summo Pontifici responderunt, eum enixe rogantes ut de ipsis minime sollicitus esset, sed tantum de Ecclesia, et ideo sedium suarum dimissiones illi offererant. Pluribus adhuc scripsit Pius VI circa Constitutionem cleri, tum ad catholicos, tum ad schismaticos. Brevia ejus et decisiones utilissime leguntur, 3 vol. in-12, cum versione Gallica.

Conventus nationalis sessiones suas terminavit die 30 septembris, et alter, qui dictus est Legislativus, statim ei successit. Posterior iste Conventus decrevit, die 29 novembris, quod omnes sacerdotes erga Constitutionem civilem rebelles et juramentum non præstantes quacumque pensione a gubernio solvenda spoliarentur. Die 6 aprilis 1792, omnem prohibuit habitum clericalem. Tunc furiosa cœpit exerceri persecutio contra episcopos et sacerdotes, religiosos et etiam passim moniales aut simplices fideles. Innumeri presbyteri fuerunt deportati, vel ipsi ad persecutionem vitandam in exilium fugerunt; alii vero *ludibria et verbera experti, insuper et vincula, et carceres, lapidati sunt, sæci sunt, tentati sunt, in occisione gladii mortui sunt.* Hebr. xi, 36.

## COMPENDIUM HISTORICUM II.

### DE CONCORDATO ANNI 1801

#### ET DE SECTA QUÆ DICITUR LA PETITE ÉGLISE.

##### § I. — De Concordato.

Novus clerus juxta Constitutionem civilem institutus, et propterea clerus *Constitutionalis* vocatus, non multum causam suam honoravit. Episcopi præfecturarum, candidatis convenientibus et bene dispositis omnino indigentes, manus imposuerunt iis omnibus quos invenire poterunt, viris ignobilibus, quorum minor defectus erat ignorantia. Novis opinionibus contra cælibatum presbyterorum, cæremonias ecclesiasticas, mysteria divina et cultum ipsum subscribentes, multi in anno 1793 sacrilega inierunt matrimonia, functiones sacras deseruerunt, contra fidem et mores prædicaverunt, publice omnem religionem abjecerunt, et variis criminibus turpiter se inquinaverunt. Eodem omnis cultus religiosus fuit proscripius. Ingens et universalis exstitit terror usque ad mortem *Robespierre*, qui die 27 julii 1794 abscissione capitis merito plexus est. Ex hac die minus crudelis fuit persecutio; et 21 februarii 1795, Conventus (*la Convention*) libertatem omnium cultuum decrevit, ea lege quod gubernium nullam retributionem pecuniariam ministris religionis solveret, nec ullum eis assignaret ædificium publicum: die 3 maii, statuit quod templa non adhuc alienata cultui divino restituerentur, et omnes sacerdotes perfecta libertate cultum suum exercendi fruerentur, modo expresse de-